

805 L7475/14

465

(1944)

Régime temporaire (valable pour 6 mois) de mise
à la retraite anticipée

Ordonnance	12.11.44 (J.O. 14.11.44)
Assemblée consultative	5.12.44 (J.O. 6.12.44)

Régime temporaire (valable pour 6 mois) de mise à la retraite anticipée

de la REPUBLIQUE FRANCAISE du 6 décembre 1944

Débats de l'Assemblée Consultative provisoire

séance du 5 décembre 1944

Discussion de l'avis sur le projet d'ordonnance portant
ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944

Etat A - Travaux Publics et Transports

P. 412

Mise à la retraite anticipée de certains agents

M. DUPUY

Ma deuxième observation concerne l'ordonnance du 14 novembre 1944 sur les mises à la retraite anticipées. Pourquoi une telle mesure a-t-elle été prise et quels en seront les bénéficiaires ?

Peut-on nous assurer, par exemple, que l'ex-directeur de la Société nationale des chemins de fer français, M. Le Besnerais, ne sera pas un des principaux bénéficiaires de cette mesure de faveur, avec l'avantage d'une retraite princière, alors que

c'est lui qui, le 10 juillet 1941, en pleine occupation, a donné des directives abominables après un entretien avec M. Fournier, qu'on peut s'étonner de voir actuellement président du conseil d'administration de la Société nationale ?

J'ajoute que ces mesures de faveur, sans doute accordées à des « épurés », sont plus avantageuses que celles qui ont été prises pour les cheminots anciens combattants de la guerre de 1914-1918 en ce qui concerne les retraites anticipées.

Nous demandons qu'à ce sujet aussi tous les apaisements nécessaires nous soient donnés.

.....
M. RENE MAWER, Ministre des Travaux Publics et transports
.....

La deuxième question posée par M. Dupuy concerne l'ordonnance du 14 novembre 1944.

Cette ordonnance se borne à reproduire, en les appliquant aux fonctionnaires et agents de la Société nationale des chemins de fer, des dispositions prises à Alger, sur l'initiative de certains de mes collègues, en ce qui concerne les fonctionnaires de l'Etat.

Il a été jugé opportun, à cette époque, de prendre des dispositions transitoires permettant, pendant un certain délai, l'admission à la retraite de fonctionnaires civils qui ne devaient plus rester à leur poste.

L'ordonnance du 14 novembre 1944 est donc purement et simplement l'extension aux fonctionnaires et agents de tous grades de la Société nationale des chemins de fer de ces dispositions législatives antérieures.

du 14 novembre 1944

Ordonnance du 12 novembre 1944 relative à la mise à la retraite anticipée des agents de la Société nationale des chemins de fer français.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports, du ministre de l'économie nationale et du ministre des finances,

Vu les lois des 21 juillet 1909 et 28 décembre 1911 relatives aux conditions de retraite des agents des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général;

Vu la loi du 30 décembre 1923 étendant au personnel des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine le régime des retraites des agents des autres grands réseaux de chemins de fer;

Vu le décret-loi du 31 août 1937 sur la réorganisation du régime des chemins de fer et la convention de même date y annexée;

Le comité juridique entendu,

Ordonne :

Art. 1^{er}. — Pendant une période de six mois à dater du 1^{er} octobre 1944, les fonctionnaires et agents de la Société nationale des chemins de fer français comptant au moins cinquante ans d'âge (quarante-cinq pour les mécaniciens et chauffeurs) peuvent être mis à la retraite avec préavis d'un mois, sous la réserve que la date à laquelle ils rempliraient la condition d'ancienneté de service requise pour l'admission à la retraite normale ne soit pas éloignée de plus de cinq ans.

La pension dont bénéficieront les fonctionnaires et agents en cause sera celle à laquelle ils auraient pu prétendre s'ils étaient restés en fonctions jusqu'à l'époque où ils auraient réuni les conditions de

retraite normale et s'ils avaient subi des retenues pour la retraite sur la rémunération dont ils jouissaient au moment de leur départ.

Les bénéficiaires des dispositions ci-dessus auront droit aux mêmes avantages accessoires que les titulaires de pension normale.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 12 novembre 1944.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre du travail et de la sécurité sociale, ministre des travaux publics et des transports, par intérim,

ALEXANDRE PARODI.

Le ministre de l'économie nationale,
PIERRE MENDES-FRANCE.

Le ministre des colonies,
ministre des finances, par intérim,
R. PLÉVEN.